

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

2^e CIRCONSCRIPTION DE DIJON

UNION POUR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Électrices, Électeurs, mes Chers Concitoyens,

Dans un passé récent nous avons été trop habitués à des paroles inutiles et des promesses vaines. Nous devons changer aussi cela, pour faire une Nouvelle République. C'est en toute simplicité et en toute loyauté que je veux vous dire pourquoi j'ai cru devoir solliciter vos suffrages.

Beaucoup d'entre vous me connaissent. Je ne suis pas un homme de parti, et je répudie tout extrémisme. Je n'ai pas non plus, croyez-le, le « culte de la personnalité ». Cependant j'ai eu depuis de nombreuses années une ligne de conduite à laquelle je suis resté obstinément fidèle. Depuis 1940, je suis gaulliste. Je l'ai été dans la résistance, au temps des maquis. Déporté par les Allemands, j'ai continué, à mon retour, à soutenir le Général de Gaulle. Dans les années où presque tous les hommes de presque tous les partis l'ont lâché, je n'ai pas cru devoir l'abandonner.

Je le soutiendrai demain encore, car il aura plus que jamais besoin de nous. En voyant aujourd'hui tant de politiciens, des socialistes aux indépendants, se découvrir des convictions gaullistes, j'ai peur pour l'avenir. Je ne crois pas à la fidélité de ces hommes qui n'ont cessé, sous la IV^e de retourner leurs vestes. Souvenez-vous qu'avant le 13 Mai, il y avait 19 députés gaullistes au Palais-Bourbon et qu'aujourd'hui presque tous les députés se réclament du gaullisme.

Or, pour de longues années, nous avons besoin d'un gouvernement De Gaulle, et d'assemblées qui lui permettent de continuer à gouverner en arbitre, au dessus des partis. Seul le Général de Gaulle a l'autorité nécessaire pour accomplir les grandes réformes politiques, administratives et sociales dont certaines sont en train et dont nous avons tant besoin pour être une nation moderne. Seul il pourra parvenir à régler le *problème algérien*, et à construire la Communauté Française.

J'appartiens à un nouveau mouvement politique, dont le nom suffit à vous indiquer les objectifs : l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.). Fondé par des ministres du Général de Gaulle (SOUSTELLE, DEBRE, MICHELET), l'U.N.R. ne se présente pas comme le *parti du Général de Gaulle*. Mais elle n'est dirigée, et elle s'en fait gloire, que par de vrais gaullistes, des hommes sans lien avec les anciens partis.

Dans la II^e Circonscription de Dijon, vous n'avez pas le choix : ou vous votez U.N.R., ou vous votez pour les faillis de la IV^e, les représentants des vieux partis, ceux qui ont figuré, dans les mauvaises années du Régime, sur les listes des anciens partis. Si vous voulez revenir à ce passé d'impuissance et de désastres, votez pour le candidat indépendant ex-M.R.P., ou pour le candidat socialiste, et je ne parle pas des candidatures fantaisistes qui me sont opposées.

En votant U.N.R., vous voterez pour l'avenir et le Renouveau.

RENOUVEAU ÉCONOMIQUE :

Nous voulons : une politique d'*expansion industrielle*. Adjoint au Maire de Dijon, je sais combien notre cité gagnerait à voir s'implanter de nouvelles industries.

— une *politique agricole* assurant aux ruraux le niveau de vie auquel ils ont droit, par des contrats loyaux passés entre les pouvoirs publics et les agriculteurs et par l'indexation des prix agricoles — le décalage des prix dans le secteur industriel et le secteur agricole n'est plus admissible. Les ruraux savent l'intérêt que je prends aux questions du prix du lait, du blé, du houblon, et à celui du bétail. J'estime également nécessaire que dans les investissements routiers on fasse désormais une large part aux chemins ruraux, charge écrasante pour trop de communes.

— une *politique fiscale* supprimant l'incohérence et l'injustice qui règnent dans ce domaine. Je propose que soit mis à l'étude le projet d'impôt sur l'énergie qui semble de nature à favoriser la justice fiscale.

RENOUVEAU SOCIAL :

Une politique sociale bien comprise doit améliorer les salaires insuffisants sans porter atteinte à l'expansion. Nous croyons à la nécessité :

- de stabiliser les prix et la monnaie.
- de l'assurance-travail, garantie réelle contre le chômage.

Mon action au sein de la municipalité de Dijon m'a convaincu qu'une action sociale efficace peut être menée dans le cadre de la cité. J'attache une particulière importance :

— au développement des sports (terrains de sport pour les écoles, piscine couverte), je ne serai favorable au projet de lac artificiel que si une étude approfondie témoigne que sa réalisation est techniquement possible et son financement rentable;

— au développement des transports publics;

— aux constructions scolaires (en particulier celle de nouveaux lycées et collèges);

— aux services sociaux. Vice-Président de la Commission administrative d'aide sociale, je continuerai à œuvrer pour l'aide aux vieillards, pour la protection de l'enfance malheureuse.

— Enfin, le problème du logement me semble capital. Assurer à tous un logement — et un logement décent — est un devoir. Un effort plus grand devra pour cela être consenti sur le plan national.

RENOUVEAU POLITIQUE :

— Par le fonctionnement sans entraves des nouvelles institutions, que les hommes des anciens partis s'efforceront de saboter.

— Par l'assainissement des mœurs politiques, auquel l'Union pour la Nouvelle République entend veiller.

— Par le règlement honorable, sans faiblesse et sans abandon, du problème algérien, dans la ligne des propositions De Gaulle.

— Par la construction de la Communauté Française, qui fera oublier les déboires de cette « Union Française » que la IV^e n'avait jamais su réaliser.

Electrices, électeurs, mes chers concitoyens,

Le 28 septembre dernier, vous avez fondé les assises de la V^e République, dans un vote démocratique, réfléchi, et pourtant presque unanime de confiance au Général de Gaulle.

Le 23 novembre, vous confirmerez votre vote du referendum en disant « Oui » à l'avenir, au Renouveau, à la V^e République.

Vous voterez Union pour la Nouvelle République

Vous voterez Colonel E. PRAT

*Adjoint au Maire de Dijon,
Vice-Président de la Commission administrative
du Bureau d'Aide sociale,
Ancien Prisonnier de Guerre,
Ancien Déporté,
Commandeur de la Légion d'honneur,
Croix de Guerre 14-18, 39-45 T.O.E.
Médaille de la Résistance.*

Remplaçant éventuel:

Docteur H. BERGER

Conseiller Général de Fontaine-Française